



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Viticulture

Les vins suisses ont connu une légère perte des parts de marché

Avec un total de 255 millions de litres bus en 2021, la consommation totale de vin a augmenté en Suisse. Les vins blancs et les mousseux... (Page 08)

Guerre en Ukraine

La Russie inflige une amende à Google pour des contenus «interdits»

Un tribunal russe a condamné jeudi Google à une amende... (Page 08)



UEMOA / Établissement de Monnaie Électronique (Pages 03)

Wave obtient la licence EME de la BCEAO



Coura Carine Sène, Directrice Régionale de Wave dans l'UEMOA

Togo / Restauration du couvert végétal (Page 04)

Mobiliser le secteur privé autour de l'ambition décennale de reboisement

Aux décideurs

Le Port Autonome de Lomé à la croisée des chemins

"Pour nous, il est question de faire aujourd'hui plus qu'hier et davantage... (Page 02)

Énergie

Jubilé d'étain de WAPCo

Il y a dix ans, le Nigeria, le Ghana, le Bénin et le Togo, en partenariat avec des entreprises privées, ont donné un nouveau souffle à l'énergie avec le gaz, à travers la création de West African Gas... (Page 04)

Main d'œuvre convoitée

La BAD fait la promotion de son plan d'action

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 20 avril 2022, avoir organisé des consultations en... (Page 06)

Vie chère au Togo

« Femmes Pyramide » présentent des revendications

Les femmes togolaises rassemblées au sein de "Femmes Pyramide" ont exprimé face... (Page 11)

FONI 2022
FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION DIGITAL AND INNOVATION

Du 5 au 6 Mai 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo
foni.afrikcreances.com

Collectivités locales

Un colloque international sur la décentralisation à Lomé

« L'Etat et les collectivités territoriales à l'heure de la décentralisation : partages d'expériences sous-régionales des enjeux, défis, et perspectives ». C'est le thème d'un colloque international sur la décentralisation dont les travaux ont démarré le mercredi 20 avril 2022 à Lomé.



• Junior AREDOLA

Trois jours durant, experts, représentants de gouvernements, et partenaires techniques et financiers du processus de la décentralisation en Afrique, vont échanger sur l'ensemble des pratiques, expériences réussites ou moins bien réussites en matière de la décen-

tralisation et la promotion de stratégie innovante pour la mobilisation des ressources. Ceci dans le cadre d'un colloque international portant sur le thème « l'Etat et les collectivités territoriales à l'heure de la décentralisation : partages d'expériences sous-régionales des enjeux, défis, et perspectives ». Les thématiques relatifs aux dé-

fis de la formation pour une bonne gouvernance locale ; la mobilisation et la gestion des ressources financières au profit des communes ; les faitières des collectivités territoriales dans le processus de décentralisation, fonctionnement effilient, seront abordées et débattues par les participants à ce rendez-vous du donner et de recevoir. Le Togo, pour sa part, s'est engagé depuis 2013 avec l'Union européenne et la Coopération allemande à travers la GIZ dans le processus de la décentralisation. Dès lors, plusieurs avancées ont été notées avec l'avènement des élections des conseillers municipaux et des maires en 2019. Les pays comme le Niger, Sénégal, Mauritanie, le Bénin, Burkina Faso, Mali et le Togo participent à ce colloque qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement des compétences régionales en matière de la décentralisation en Afrique de l'Ouest » par la GIZ au Togo.



AUX DÉCIDEURS...

Le Port Autonome de Lomé à la croisée des chemins

"Pour nous, il est question de faire aujourd'hui plus qu'hier et davantage demain". C'est le leitmotiv de Joseph Fogan Kodjo Adégnon, contre-amiral de son état, officier de l'ordre du mérite maritime français, 44 ans de carrière dans le milieu naval et les cercles maritimes et patron du Port Autonome de Lomé depuis 17 ans. C'est clair. Le port de Lomé est aux mains d'un des plus anciens et plus expérimentés spécialistes ouest africains de cet univers.

De fait, sa longévité au poste a sans aucun doute contribué à la stabilité et au développement cohérent de cette superstructure, comparative-ment à ce qu'on a pu observer dans certains pays voisins du Togo. Une valse de directeurs généraux qui, au demeurant, ont si peu réussi à égaler les performances du port de Lomé.

C'est donc à bon droit que l'équipe dirigeante a invité la presse pour faire constater les avancées notables et les bonnes performances réalisées par le Port Autonome de Lomé, en dépit des facteurs endogènes et surtout exogènes qui font mentir certaines prévisions.

Il y a effectivement de quoi pavoiser : 1629 navires en 2021 pour 29.470.695 tonnes de marchandises traitées. Une performance qui explique la hausse remarquable du chiffre d'affaires qui est passé de 26,7 milliards en 2017 à 34,1 milliards de francs en 2021.

Pour autant, il serait suicidaire de dormir sur ses lauriers. Kokou Tengué, Ministre de l'économie maritime, de la pêche et de l'érosion côtière prescrit : " il faut déjà commencer par penser au coup après, pour une performance encore plus accrue dans le futur parce que la compétition fait rage".

En effet, les ports de Tema, d'Abidjan, de Dakar et de Cotonou se modernisent et travaillent à prendre le leadership. Et même s'il est le seul port en eau naturellement profonde de la sous-région, le port de Lomé est soumis à rude concurrence et doit radicalement s'inscrire dans l'innovation technologique et la modernité.

À cet égard, la volonté politique affichée par le gouvernement s'est traduite par la création d'un ministère dédié avec, aux commandes, un quarantenaire ayant un brillant parcours académique doublé d'une immersion professionnelle significative dans le monde de l'économie maritime.

À charge pour Kokou Tengué qui est un produit de la formation Hi-Tech de concrétiser les ambitions qu'il porte. Parce que les défis sont encore grands et le resteront tant que la logistique et la plupart des activités portuaires de manutention, de transit, de consignation et même de transport demeureront la chasse gardée de compagnies étrangères qui, de fait, relèguent le Port Autonome de Lomé dans la fonction principale de perception de taxes et de redevances.

Anicet Carlos OKE

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UEMOA / Établissement de Monnaie Électronique

Wave obtient la licence EME de la BCEAO

Wave Digital Finance, filiale du Groupe Wave Mobile Money (Wave) devient la première fintech opérant dans plusieurs pays de l'UEMOA à être Établissement de Monnaie Électronique (EME). La structure basée à Dakar au Sénégal, a annoncé, jeudi 21 avril 2022, l'obtention de la licence EME auprès de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest - BCEAO.

• Joël YANCLO

À la date du 14 avril 2022, Wave Digital Finance, filiale du Groupe Wave Mobile Money (Wave), est devenue la première structure non-bancaire, non-opérateur de télécommunications et opérant dans plusieurs marchés de l'espace UEMOA, à se faire accorder la licence d'Établissement de Monnaie Électronique (EME) par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest - BCEAO. Dans un communiqué de presse en date du jeudi 21 avril 2022, Wave indique que cette décision de la Banque Centrale est un signal fort de la reconnaissance grandissante pour de nouveaux modèles d'inclusion financière conduits par des fintechs telles que Wave. Jusqu'ici la fintech panafricaine menait ses activités mobile money à travers des banques partenaires. Cette licence EME permettra à Wave de proposer désormais ses services et produits financiers directement aux clients. En plus, elle permettra à la fintech de diversifier sa proposition de valeur et d'offrir plus de services financiers tels que les paiements marchands, l'épargne, le crédit et les transferts d'argent internationaux en collaboration avec d'autres partenaires de l'écosystème financier de l'espace UEMOA. Par rapport à ce développement, Drew Durbin Président-Di-

recteur Général de Wave se réjouit de cette décision de la Banque Centrale et a déclaré que « nous sommes très heureux d'avoir reçu notre licence EME. Nous sommes reconnaissants envers la Banque Centrale pour son adhésion à notre vision d'offrir des services financiers radicalement inclusifs et abordables. Les autorités nous ont vu grandir pour devenir le fournisseur de services mobile money le plus important au Sénégal avec plus de 6 millions d'utilisateurs actifs par mois en seulement 4 ans, et ce n'est que le début d'une nouvelle ère donnant la priorité au client dans le mobile money dans l'UEMOA. » Coura Carine Sène, Directrice Régionale de Wave dans l'UEMOA abonde dans le même sens : « C'est un moment historique pour nous car cela représente à la fois la reconnaissance du travail abattu ces dernières années et l'ouverture à des perspectives encore plus ambitieuses. Malgré notre position de leader sur le marché, nous n'étions pas en mesure d'offrir tous les services financiers que nous aurions souhaité aux clients. Avec ce nouveau statut d'Établissement de Monnaie Électronique, nous aurons directement accès à la Banque Centrale, au même pied d'égalité que nos principaux concurrents, et nous aurons toutes les cartes en main pour contribuer plus efficacement



à leur mission de promotion de l'inclusion financière dans la région. Nous espérons que nos nouveaux produits attireront plus de clients et permettront plus de revenus à nos partenaires de distribution. » Le service mobile money de Wave qui a été lancé en 2018 au Sénégal a déjà réussi à révolutionner l'industrie mobile money établie dans l'espace UEMOA et au-delà depuis plusieurs décennies. Le modèle unique de Wave et son approche de promotion de l'inclusion financière basée sur les meilleures avancées technologiques lui permettent d'offrir des paiements de facture gratuits, des retraits et dépôts d'argent sans frais et des transferts à seulement 1%, le rendant jusqu'à 70% plus abordable

comparé aux structures de prix traditionnelles de ses concurrents. « Notre souhait est d'étendre assez rapidement notre licence à d'autres pays de l'UEMOA pour que la totalité de notre base de clientèle dans la région puisse

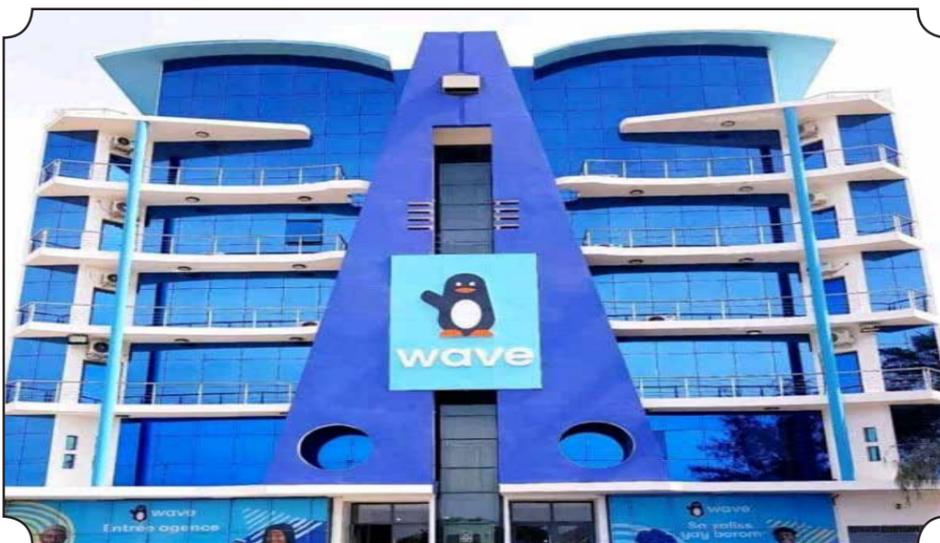
en bénéficier également. » a ajouté Mme Sène. Un pas de plus dans la mission de Wave de faire de l'Afrique un continent cashless.

À propos du Groupe Wave Mobile Money

Wave Mobile Money offre des services financiers radicalement inclusifs et extrêmement abordables à des millions d'utilisateurs en Afrique. Nous développons des solutions très abordables qui permettent aux clients d'épargner, de transférer et d'emprunter de l'argent leur permettant de réaliser leur rêve. Nous sommes fiers de toujours mettre le client en premier.

A propos de Wave Finance Digital

Wave Digital Finance est une entité du Groupe Wave Mobile Money qui vient d'obtenir une licence d'Établissement de Monnaie Électronique de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Son ambition est d'émettre de la monnaie électronique à partir du Sénégal et d'établir des partenariats stratégiques de distribution dans la zone UEMOA.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Restauration du couvert végétal

Mobiliser le secteur privé autour de l'ambition décennale de reboisement

Des acteurs du secteur privé togolais notamment des exploitants miniers, portuaires et aéroportuaires, des cimentiers, brasseurs et énergéticiens étaient réunis autour des cadres du ministère de l'environnement et des ressources forestières le 15 avril 2022 à Lomé dans le cadre d'une rencontre sur la politique décennale de reboisement d'un milliard de plants (soit 100 millions par an) dont l'objectif est de contribuer à la restauration du couvert végétal. L'ouverture suivie des échanges a été présidée par le ministre FOLI-BAZI Katari.



● Nicole ESSO

Cette rencontre avec les opérateurs économiques vise à les informer de l'ambition décennale de plants à mettre en terre et, à requérir leur adhésion et implication pour l'atteinte de cette politique gouvernementale définie par le Chef de l'Etat, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE», a déclaré le Ministre FOLI-BAZI Katari, qui s'est félicité ensuite de la disponibilité et de l'engagement affichés par les directeurs des sociétés présents à la réunion. Lors des échanges, il a aussi assuré de la possibilité d'affectation des espaces et aires protégés aux opérateurs et un accompagnement technique. Conformément aux engagements pris par le Togo au niveau international, à savoir restaurer 1 million 400 000

hectares de paysages forestiers dégradés à l'horizon 2030, contribuer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques, et au niveau national, de porter le taux de couverture forestière à 25% d'ici 2025 puis de restaurer le domaine forestier national, le ministère de l'environnement et des ressources forestières s'est engagé à mobiliser tous les acteurs dont les opérateurs économiques privés. Ainsi, pour la prochaine campagne de reboisement à l'occasion de la journée nationale de l'arbre observée chaque 1er juin de l'année, le ministère attend que chaque société s'engage totalement à reboiser une superficie qui sera définie de commun accord. Selon le bilan du secteur forestier national issu du premier inventaire forestier de 2016, le Togo présente une couverture de 24,24%, toutes

strates confondues, et un taux moyen annuel de déforestation d'environ 0,42% pour la période de 1990 à 2015. Ce qui correspond à une régression de la superficie forestière d'environ 5 679 ha par an. Les analyses indiquent que la superficie des terres dégradées au Togo est estimée à 234 900 ha, soit 4,14% du territoire national sur la période de 2000 à 2010. Les causes sont notamment liées aux activités anthropiques qui entraînent la perte du couvert végétal puis industrielles qui entraînent la pollution de l'air par des émissions de gaz à effet de serre. Et, c'est pour remonter la pente, et en exécution au plan national de développement (PND 2018-2022), à la feuille de route présidentielle Togo-2025 et aux engagements internationaux, que le ministère de l'environnement et des ressources forestières, ambitionne d'atteindre un taux de couverture forestière de 25% d'ici à 2025. Puis, à 2030, de planter un milliard d'arbre en parallèle à l'interdiction de l'exploitation des produits forestiers de sciages sous forme brute ou semi brute.



Énergie

Jubilé d'étain de WAPCo

Il y a dix ans, le Nigeria, le Ghana, le Bénin et le Togo, en partenariat avec des entreprises privées, ont donné un nouveau souffle à l'énergie avec le gaz, à travers la création de West African Gas Pipeline Company Limited (WAPCo). La compagnie a célébré son jubilé d'étain ce mercredi 20 avril 2022 à l'Hôtel 2 Février de Lomé, au cours d'un déjeuner généreux assorti de tout un riche programme marqué par le partage, des récompenses et des reconnaissances diverses.

The West African Gas Pipeline Company Limited (WAPCo), a l'occasion de ses 10 ans de service comptait autour d'elle, non seulement des responsables de la compagnie, mais également des directeurs généraux dessociétés d'énergie, des autorités traditionnelles et des bénéficiaires des programmes de formation et de bourses d'étude de l'entreprise. Une cérémonie solennelle présidée par le directeur général de la Société togolaise de gaz (SOTOGAZ), Gérard Agbassou, a marqué la célébration. Les différents responsables de la compagnie sont revenus sur le parcours de combattant de la société et les défis à relever notamment l'accès à tous au gaz et l'usage qu'il faut en faire. « Je salue les chefs d'Etat des quatre pays pour cette vision », a affirmé Gérard Agbassou, directeur général de la Société togolaise de gaz (SOTOGAZ), membre du conseil d'administration de WAPCo dont le siège social est situé à Accra, au Ghana,



● Table d'honneur de la célébration

avec une succursale à Ikeja (Nigeria) et des bureaux extérieurs à Badagry (Nigeria), à Cotonou (Bénin), à Lomé (Togo), à Tema & Takoradi (Ghana). « Dix ans, c'est beaucoup mais le chemin est encore long et nous serons aux côtés de la compagnie », a déclaré Débo-K'mba Barandao, directeur de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), anciennement directeur directeur général de l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (AGAO, ou WAGPA, West African Gas Pipeline Authority, en Anglais).

Actions sociales, une autre marque de WAPCo

La grande entreprise de gaz fait également parler son œuvreenvers les populations dans la nécessité. WAPCo s'est donc tournée vers les populations de Gbetsogbé sis en zone portuaire, pour aider les jeunes dans l'insertion professionnelle et les études. « Quand j'ai eu mon BEPC, je n'avais plus de moyens pour continuer mes études. J'ai donc bénéficié d'une bourse d'étude sur trois ans de la part de WAPCo. Grâce à cette bourse j'ai eu mon BAC et j'ai continué en BTS. Merci à l'entreprise et je souhaite que cette opportunité s'offre à mes petits frères et sœurs dans le besoin », a exprimé la jeune bénéficiaire Moladé Atanley. « J'ai opté pour l'électricité et WAPCo m'a octroyé une bourse d'apprentissage de trois qui m'a permis de devenir mon propre patron. Aujourd'hui je gagne ma vie grâce à ce coup de pouce de la société. C'est une belle initiative que nous avons prise au sérieux car il fallait être un bon exemple pour ouvrir la voie à d'autres bénéficiaires », témoigne le jeune Awalekpo Kwami.

Avec lenouveaureporter.com



● Aperçu des invités



● Distinctions remises à des employés

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

Avis de sélection d'un consultant

Projet régional de « Promotion de l'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest » Référence de l'accord de gestion de don : 2020031/FAT GT 2020 24 00

Contract N°: ARAA/PAIC/2022/SCI/08

Intitulé sommaire des Prestations : Chargé de l'administration, des finances et des passations des marchés du Projet régional de « Promotion de l'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest ».

Rémunération annuelle : 30 000 USD

1. La CEDEAO a bénéficié à travers la signature d'un Accord de gestion don avec la Banque ouest africaine de développement (agence accréditée) d'un don du Fonds d'Adaptation pour la mise en œuvre du Projet régional de « Promotion de l'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest », et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services (prestations intellectuelles) d'un consultant pour la coordination régionale du projet (Marché N° : ARAA/PAIC/2022/SCI/08).

2. Les services comprennent :

Tâches et responsabilité :

- Assurer la gestion administrative et financière du projet dans sa globalité ;
- Participer à la passation et au suivi des marchés ;
- Participer à l'organisation logistique des missions et des ateliers et formations régionales ;
- Appuyer le coordinateur dans le suivi des activités des pays.

Organisation :

La mise en œuvre du projet se fera sur la base de plan de travail et budget annuel (PTBA) validé par le comité de pilotage avec un avis de non objection de la BOAD. Le suivi de la mise en œuvre du PTBA se fera à travers l'organisation des réunions de comité technique de projet. Cette organisation ressort de la responsabilité du coordonnateur.

Calendrier d'exécution :

La durée du projet est de trois ans et couvre la période de 2021 à 2023. La mise en œuvre dudit projet se fera sur la base d'une planification triennale et déclinée en planification annuelle.

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience, les qualifications du candidat dans le domaine des prestations et notamment les références concernant l'exécution



de marchés similaires). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 10 pages au maximum. La sélection se fera sur la base de la qualification des candidats.



3. La procédure du présent avis sera conduite en application des Directives pour la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement.

4. Modalité de sélection

Il sera procédé, dans un premier temps, à une présélection sur la base des dossiers et les critères suivants :

Qualification générale et adéquation pour la mission proposée	20%
Expériences similaires dans le domaine d'expertise décrite	50%
Expérience avec la banque ou d'autres bailleurs internationaux	20%
Connaissance de la région	5%
Connaissance linguistique	5%

Seuls les six (6) premiers candidats ayant obtenu une note minimum de 70% seront convoqués pour un entretien pour le choix final et qui seront classés selon les critères suivants :

Engagement, motivation, disponibilité	15%
Connaissance des engagements et maîtrise des approches de l'Agriculture Intelligente face aux changements climatiques (AIC)	25%
Esprit d'équipe, écoute	25%
Organisation et gestion d'équipe	25%
Connaissance de langues de la CEDEAO	10%

5. Principales qualifications requises

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 5 (master en comptabilité, gestion, finance, audit, ou contrôle de gestion) ou dans une discipline connexe ;
- Compétences en gestion financière et budgétaire de projets sur au moins 1 projet en Afrique de l'Ouest ;
- Compétences avérées en passation de marchés et suivi de contrats sur au moins un projet de coopération internationale : rédaction des documents administratifs de passation, rédaction des contrats et PV, définition des critères d'attribution, suivi administratif et financier, participation aux comités d'évaluation des appels d'offres ;
- Compétences / connaissances / expériences dans la mise en œuvre des procédures de la BOAD, de la CEDEAO et/ou de la Banque Mondiale ;
- Justifier d'au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans des domaines pertinents pour le Projet (gestion, comptabilité, suivi budgétaire, passation de marchés, etc.) ;
- Justifier d'au moins une expérience en suivi de subvention et suivi d'accords de financement signés avec des Maîtrises d'ouvrage déléguées ;
- Justifier d'au moins une expérience avérée dans la consolidation budgétaire et comptable de multiples données en provenance de multiples structures ;
- Avoir utilisé un logiciel comptable ;
- La connaissance du logiciel SAP (FICO) serait un atout ;
- La maîtrise d'une des 3 langues de travail de la CEDEAO (français, anglais, portugais) est attendue ;
- Avoir une connaissance de la CEDEAO et de la BOAD serait appréciée ;
- Avoir la nationalité de l'un des pays de la CEDEAO.

6. Dossier de candidature

La candidature pour cette consultation doit faire objet d'un dossier comportant :

- Une lettre de motivation ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Des copies des diplômes, attestations et certificats ;
- Trois références professionnelles.

7. Dépôt des candidatures

Les candidatures sont reçues au plus tard le **04 Mai 2022, à 17 H00 GMT**, par dépôts en mains propres ou par courrier électronique aux adresses suivantes :

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA),

83, Rue de la Pâture, Lomé, Togo (sous pli fermé portant la mention : « Candidature au poste de chargé de l'administration, des finances et des passations des marchés du Projet régional de promotion de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) en Afrique de l'Ouest »)

Email : procurement.consultants@araa.org

NB : Les dossiers de candidatures qui ne porteront pas en objet la mention : « Candidature au Poste de chargé de l'administration, des finances et des passations des marchés du Projet régional de Promotion d'une agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest », ne seront pas considérés.

Pour toute demande d'information sur l'Avis de sélection du Consultant veuillez contacter M. :

Konlani Kanfintin, Email : kkanlani@araa.org/Tél. +228 90 22 52 29

Jacques André Ndione, Email : jndione@araa.org, Tél: +228 70 27 62 12

8. Méthode de sélection

Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection basée sur la qualification en application des Directives pour la passation des marchés de services de consultants financés par un prêt ou une avance de fonds de la Banque Ouest Africaine de Développement. Une liste restreinte de six (6) candidats sera établie pour subir les interviews. En cas d'ex aequo le candidat ayant le plus grand nombre d'années d'expérience sera retenu pour l'interview. Sera attributaire du contrat le candidat classé premier à l'issue des interviews.

Fait à Lomé, le 12 Avril 2022

Le Directeur Exécutif

SALIFOU Ousseini



Main d'œuvre convoitée**La BAD fait la promotion de son plan d'action**

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 20 avril 2022, avoir organisé des consultations en visioconférence avec des ministres africains, des représentants de l'Union africaine, des fonctionnaires et des universitaires afin de recueillir des avis sur la mise en œuvre de son Plan d'action sur les compétences pour l'employabilité et la productivité en Afrique pour la période 2022-2025.



● Eyram AKAKPO

La première session de ces consultations qui avait lieu le 12 avril, s'est concentrée sur les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. La seconde, le lendemain, visait les pays d'Afrique centrale, du Nord et de l'Ouest. À travers ces consultations, les pays africains seront mieux outillés pour entériner le plan d'action de la Banque. Elles permettront également de recueillir des contributions sur la manière dont le plan peut soutenir l'investissement dans l'enseignement supérieur, les sciences et les technologies, ainsi que dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). « Il s'agit d'une nouvelle étape dans le partenariat entre la Banque africaine de développement et ses pays membres régionaux, qui vise à doter la main-d'œuvre africaine de compétences recherchées sur le marché de l'emploi. La jeunesse africaine a le potentiel pour devenir la plus grande ressource mondiale de main-d'œuvre productive et innovante, si elle est dotée de compétences de qualité et pertinentes », a déclaré Beth Dunford, vice-présidente de

la Banque chargée de l'Agriculture, du Développement humain et social. Selon la BAD, le plan d'action intervient à un moment critique, où l'Afrique redouble d'efforts pour renforcer ses capacités scientifiques et technologiques en vue d'une société plus productive et innovante. Pour la ministre de l'Éducation du Malawi, Agnes Nyalonde, le plan d'action était conforme aux aspirations de son pays en matière d'éducation et de développement des compétences. « Nous profiterons pleinement des investissements et de l'attention que la Banque souhaite apporter à l'enseignement supérieur et à l'enseignement technique et professionnel », a-t-elle assuré. Le plan d'action Compétences pour l'employabilité et la productivité en Afrique est ancré dans la stratégie de la Banque pour l'emploi des jeunes en Afrique (2016-2025), qui vise à créer 25 millions d'emplois et à doter 50 millions de jeunes de compétences pertinentes. Le financement public de l'enseignement et professionnel et de l'enseignement supérieur sur le continent n'a pas suivi le rythme de la demande. Les déficits en matière d'infrastructures, comme le manque de salles de classe, de biblio-

thèques et de laboratoires, ont un impact négatif sur l'accès, la qualité et l'équité dans le secteur. « Le gouvernement rwandais a placé le développement du capital humain en tête de son programme [de développement], l'enseignement technique et professionnel étant une priorité absolue. Le gouvernement a investi de manière significative dans l'enseignement technique et professionnel, et c'est pourquoi nous avons un ministère dédié aux technologies de l'information et à l'EFTP », a indiqué Pascal Gatabazi, conseiller technique principal au ministère de l'Éducation du Rwanda. A en croire la directrice du Département du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences à la Banque africaine de développement Martha Phiri, la Banque s'appuiera sur des partenariats pour stimuler les investissements dans les infrastructures éducatives. Cela se traduira par une augmentation substantielle du nombre de diplômés africains étudiant les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, ou poursuivant un enseignement et une formation techniques et professionnels.

Burkina Faso**Les start-ups de Orange Fab sont connues**

Les Orange Digital Center, centres d'accompagnement et de développement des compétences numériques, couvrent un large champ d'activités, de la formation au codage à la création d'entreprise.

● Vivien ATAKPABEM

Gratuits et ouverts à tous, ces centres fondent l'apprentissage sur des projets concrets. Ainsi des programmes de formation dédiés aux métiers du digital sont proposés aux étudiants et jeunes à la recherche d'emploi ou en cours de reconversion professionnelle. Des structures d'accompagnement sont également à la disposition des entrepreneurs pour lancer leurs entreprises ou accélérer leurs start-ups. Orange Digital Ventures Africa est un fonds d'investissement qui finance les start-ups inno-



vantes des pays du continent africain et du Moyen-Orient (fintech, e-santé, énergie, edutech, govtech) et cible les entrepreneurs. Les Start-up de la cohorte 1 d'Orange Fab Burkina Faso qui sont les trois (3) start-up qui a été accélérées par OrangeFab et mieux à la demande M. Mamadou Coulibaly DG de

Orange Burkina, nous avons un prix spécial pour une quatrième start-up. Asass Africa, FasoLegal, OKALM, E-Pari bénéficieront chacun de six (6) mois d'accélération et d'une dotation de 5.000.000 FCFA plus un ordinateur d'une valeur de 600.000 FCFA. Toutes nos félicitations aux lauréat(e)s

Nigéria**Freetown Waste recycle les pneus usés pour le revêtement de sol**

Au Nigéria, c'est une nouvelle ère qui sonne pour le recyclage du caoutchouc à travers l'ingéniosité de la start-up Freetown Waste, spécialisée dans le revêtement de sol à base des pneus de voitures. La jeune pousse installée à Ibadan située à 270 km de la capitale Abuja ambitionne de développer ses activités sur l'ensemble du continent africain afin de réduire la pollution.



Alors que dix millions de pneus usagés s'entassent chaque année dans les décharges du Nigéria avec des risques importants sur la santé et l'environnement, la start-up Freetown Waste Management Recycle a décidé de les recycler pour obtenir des produits destinés au revêtement de sol notamment des briques de pavage et des dalles pour les édifices. En 4 ans, l'usine basée à Ibadan dans l'État d'Oyo, a permis le carrelage de plusieurs maisons, des bureaux techniques, des parcs de loisirs, des aires de jeux et des restaurants de Lagos, la capitale économique du Nigéria. Selon Theophilus Okoyomon, le directeur de l'exploitation de la start-up, le marché nigérian du revêtement de sol en caoutchouc devrait croître avec l'aug-

mentation de la demande de véhicules. C'est ainsi que l'entreprise collabore avec plus de 150 personnes qui travaillent comme agents de collecte de pneus dans des dépotoirs.

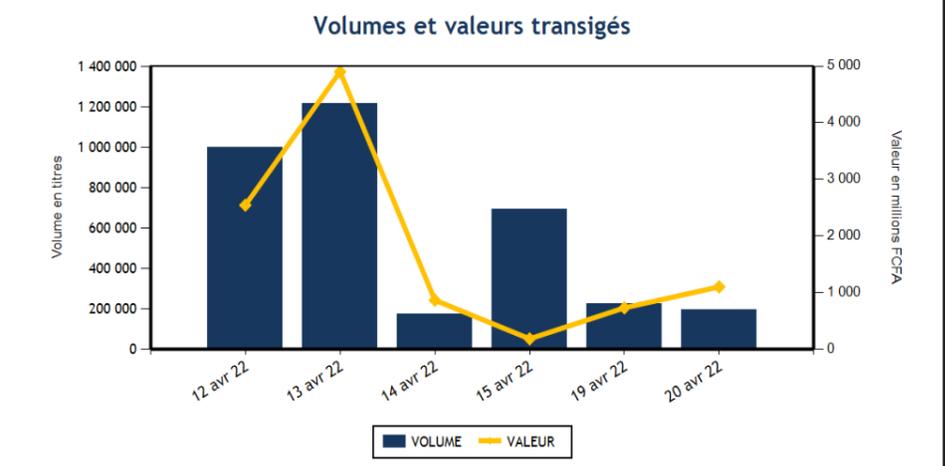
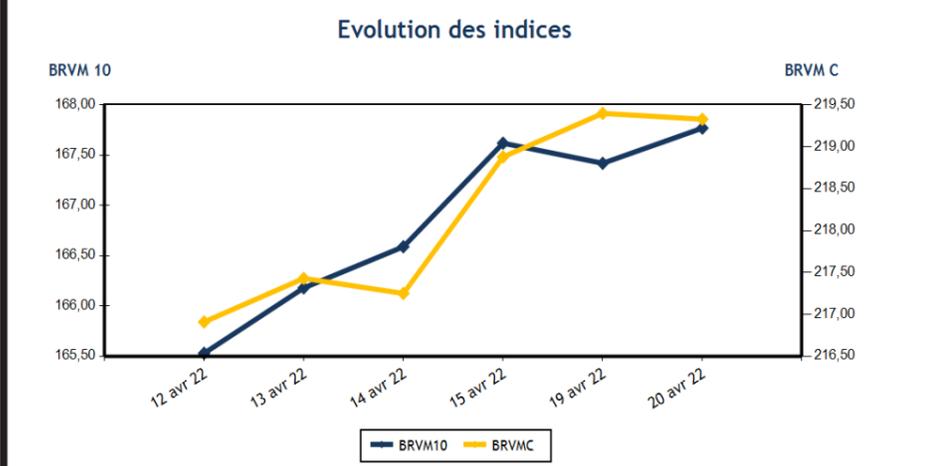
Révolutionner la gestion des déchets

«Jusqu'à présent, plus de 100 000 pneus ont été recyclés dans les produits finaux de l'entreprise, mais l'objectif est d'en recycler 15 millions par an en produits utiles réutilisables à usage résidentiel, commercial et industriel avec une vision claire d'être le leader de la fabrication de caoutchouc recyclé au Nigéria. Nous avons une capacité de production de 1000 tonnes par an tant pour notre ligne de concassage que pour notre ligne de fabrication qui produit environ 400 m2 de tuiles

et 3 300 m2 de tapis en caoutchouc par jour», explique Ifedolapo Runsewe la directrice générale de Freetown Waste. L'usine de recyclage de pneus a récemment reçu le certificat d'Évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) du ministère de l'Environnement et des Ressources en Eau de l'État d'Oyo qui lui permettra d'accéder prochainement au certificat de fabrication décerné par le ministère fédéral du Commerce et de l'Investissement. Cependant, la jeune pousse déjà présente au Rwanda et en Guinée équatoriale envisage l'expansion de ses activités dans d'autres pays africains à l'instar de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Sénégal et de l'Afrique du Sud, grâce à sa nouvelle usine au Royaume-Uni.

Avec afrik21

BRVM 10	167,77	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE mercredi 20 avril 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	219,33
Variation Jour	↑ 0,21 %		Variation Jour	↓ -0,03 %
Variation annuelle	↑ 9,29 %		Variation annuelle	↑ 8,43 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 602 268 218 094	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	192 614	-14,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 069 883 474	46,27 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	12	9,09 %
Nombre de titres en baisse	18	28,57 %
Nombre de titres inchangés	12	-33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 745 016 493 467	2,05 %
Volume échangé	3 054	
Valeur transigée (FCFA)	32 097 000	
Nombre de titres transigés	5	
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	3	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	7 695	7,47 %	67,10 %
SICOR CI (SICC)	7 000	5,26 %	36,72 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 595	2,24 %	-5,06 %
TOTAL CI (TTLC)	2 350	2,17 %	11,90 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 850	1,93 %	5,71 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 610	-7,47 %	120,55 %
SICABLE CI (CABC)	1 095	-7,20 %	7,88 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	775	-5,49 %	-13,41 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 755	-4,00 %	-6,95 %
BICI CI (BICC)	5 955	-3,95 %	-19,53 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	124,08	1,50 %	12,69 %	78 440	292 702 210	39,90
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	515,87	0,31 %	14,93 %	39 708	542 668 000	8,32
BRVM - FINANCES	15	79,48	-0,81 %	3,05 %	50 072	104 575 709	9,76
BRVM - TRANSPORT	2	576,78	-0,82 %	-7,29 %	1 037	2 482 800	9,63
BRVM - AGRICULTURE	5	287,50	0,43 %	18,16 %	12 140	101 148 710	16,18
BRVM - DISTRIBUTION	7	415,88	0,51 %	2,07 %	10 104	24 343 300	26,19
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 986,55	-7,47 %	120,55 %	1 113	1 962 745	9,32
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,96	
Taux de rendement moyen du marché	5,38	
Taux de rentabilité moyen du marché	5,78	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 560 360,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 773 093 172,79	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,26	
Ratio moyen de satisfaction	17,13	
Ratio moyen de tendance	525,27	
Ratio moyen de couverture	19,04	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,46	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou CI BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 20 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 902 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma CI BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Coûte Bissau, C/R 88 Bissau TEL : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 52	 MALI Immeuble SONAVEL, AG 2000 Hamdallaye B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 90 16 10 Fax : (223) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Niger, Place de la concordie BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 82 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, Rue Jean Mermoz BP 4606, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4801, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 502 BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 41 23 16 Fax : (228) 22 28 23 41
---	--	---	---	--	--	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Viticulture

Les vins suisses ont connu une légère perte des parts de marché

Avec un total de 255 millions de litres bus en 2021, la consommation totale de vin a augmenté en Suisse. Les vins blancs et les mousseux sont les plus consommés.

En 2021, la consommation totale de vin a atteint 255 millions de litres en Suisse. Cela représente une hausse de 4,9 millions de litres par rapport à 2020, année touchée de plein fouet par la pandémie de coronavirus. «L'augmentation est principalement due à la consommation de vin blanc, qui a augmenté de 4 millions de litres pour un total de 88,2 millions de litres», soit son plus haut volume depuis 2013, explique l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) dans un communiqué de presse paru ce jeudi. En revanche, la consommation de vin rouge est restée quasi stable à 167 millions de litres (+0,8 million de litres). La consommation de vins suisses a également augmenté en 2021 (+2,8% par rapport à 2020). Cela représente 90 millions de litres. «Malgré la solidarité des consomma-



● La hausse de consommation des vins blancs étrangers a été de 14,8% (photo d'illustration). AFP

teurs envers les vins suisses, leurs parts de marché pour l'année 2021 ont diminué pour atteindre 35,4% (-0,7% par rapport à 2020)», souligne l'OFAG. Les données de l'OFAG montrent ainsi que la légère augmentation de la consommation totale de vin enregistrée en 2021 «peut être attribuée à une augmentation de la consommation de vins étrangers» et parti-

culièrement à celle de vins blancs étrangers qui a été de 14,8%. À l'inverse, celle des vins rouges étrangers n'a progressé que de 3,4%. L'OFAG révèle enfin que le vin mousseux a du succès en Suisse: «En 2021, un total de 23,5 millions de litres de vin mousseux a été consommé, soit 2,9 millions de litres de plus qu'en 2020 (+14,2%)».

(comm/aze)

Énergies renouvelables

L'Inde mise sur la bouse de vache, une source prometteuse

Dans le nord de l'Inde, une centrale de biomasse transforme fumier et bouse de vache en énergie. Ce projet pilote vise à réduire la pollution atmosphérique tout en bénéficiant aux fermiers.

En Inde, les foyers des communautés rurales utilisent depuis toujours comme combustibles les bouses et le fumier, qu'ils font sécher en galettes au soleil. Cette pratique polluante a perduré, malgré les efforts du gouvernement pour l'éliminer progressivement et la remplacer par des bouteilles de gaz subventionnées. Les villages de la périphérie d'Indore, capitale de l'État du Madhya Pradesh, peuvent désormais tirer profit de leur fumier, grâce au projet pilote d'une centrale de biomasse qui s'en sert pour fournir de l'énergie à la ville. «Nous avons une bouse de très bonne qualité, et nous faisons en sorte qu'elle reste propre pour nous assurer qu'elle rapporte le meilleur prix», explique l'agriculteur Suresh Sisodia. Son exploitation compte parmi les nombreux bénéficiaires du projet dit «Gobardhan», «argent du fumier» en hindi, né dans le voisinage avec la centrale de biomasse. Elle a été inaugurée par le Premier ministre Narendra Modi en personne, en février dernier.

Plus que le revenu moyen d'un foyer agricole

Suresh Sisodia tire 224

francs par camion de fumier frais destiné à la centrale, soit plus que le revenu mensuel moyen d'un foyer agricole en Inde. Son exploitation compte 50 têtes de bétail. Le fermier de 46 ans compense occasionnellement ses coûts en vendant du fumier comme engrais, mais il espère désormais une source de revenus plus durable. «Les agriculteurs le ramassent une fois tous les six ou douze mois, et certaines saisons, ils ne le font pas. Mais la centrale pourrait nous fournir un revenu régulier», dit-il, ajoutant que sa ferme produit suffisamment de fumier pour remplir un camion toutes les trois semaines. Les excréments de son bétail sont transportés jusqu'à la centrale, qui les mélange à des déchets ménagers pour produire du méthane inflammable et un résidu organique qui peut retourner dans les fermes comme engrais. À terme, la centrale devrait traiter 500 tonnes de déchets par jour, dont au moins 25 tonnes d'excréments de bovins, ce qui suffirait à alimenter le système de transport public d'Indore, avec un surplus considérable. «Une moitié alimentera les bus d'Indore et l'autre moitié sera vendue à des clients industriels», affirme le patron de la centrale, Nitesh Kumar Tripathi.

Méfiance de prime abord

Le projet «Gobardhan» s'est heurté à maints obstacles, comme le mauvais état des routes dans cette zone rurale, rendant difficile l'accès des camions aux fermes où collecter le combustible naturel. Les agriculteurs se sont d'abord montrés suspicieux, redoutant qu'il s'agisse d'un plan d'enrichissement sur leur dos. Ils ont ensuite exigé des «garanties de paiements rapides et réguliers» avant de s'engager. «Gobardhan» ne manque pas de séduire les nationalistes hindous, principal électoral de Narendra Modi, et tous ceux pour qui les vaches sont sacrées. Sous leur houlette, des «justiciers des vaches» ont décimé les abattoirs de bovins, qui appartenaient généralement à des musulmans, et lynché quiconque était soupçonné de contribuer à leur abattage. Mais ces politiques religieuses centrées sur les bovins ont eu pour conséquence l'abandon des vaches qui ne donnent plus de lait et qui errent désormais partout dans le pays. Certains espèrent que ces centrales de biomasse inciteront les agriculteurs à conserver leurs bêtes.

(AFP)

Guerre en Ukraine

La Russie inflige une amende à Google pour des contenus «interdits»

Un tribunal russe a condamné jeudi Google à une amende de 11 millions de roubles (plus de 130'000 francs) pour ne pas avoir supprimé des contenus sur l'offensive russe en Ukraine.

Le service de presse des tribunaux de Moscou a précisé sur son compte Telegram que Google avait été condamné à la suite de deux plaintes séparées déposées notamment par le gendarme russe des télécoms, Roskomnadzor, car le géant américain n'avait pas supprimé de ses plateformes des contenus jugés illégaux en Russie. Le géant américain a été condamné jeudi à une amende de 11 millions de roubles (plus de 130'000 francs au taux actuel) pour ne pas avoir supprimé des contenus «interdits» sur l'offensive russe en Ukraine.

Vidéos «interdites»

Google s'est vu notamment reprocher la publication sur YouTube d'une vidéo d'une conversation téléphonique présumée entre des militaires russes et leurs proches où les soldats se plaignaient d'importantes pertes humaines dans leurs rangs, ont rapporté les agences de presse russes. Une autre vidéo diffusée sur YouTube et jugée illégale en Russie contenait des appels



● La société américaine basée à Mountain View est notamment propriétaire de YouTube, le service visé par un tribunal russe. REUTERS

du groupe radical ukrainien Pravy Sektor à organiser des attentats et des actes de sabotage sur le territoire russe, selon les agences.

Contrôle de l'information

La Russie a promis début avril des représailles après la fermeture du compte YouTube de la chambre basse du Parlement russe. De nombreuses chaînes de médias pro-Kremlin et d'officiels russes y ont également été bloquées. Le gendarme russe des télécoms, Roskomna-

dzor, a taxé en mars Google et YouTube d'activités «terroristes», préfigurant un possible blocage en Russie du site comme l'ont été Twitter, Instagram et de nombreux médias indépendants depuis l'offensive en Ukraine. Les autorités russes ont vivement renforcé l'arsenal juridique pour contrôler la communication sur le conflit, menaçant de jusqu'à 15 ans de prison ceux qui diffusent de «fausses informations» sur l'armée russe.

(AFP)

Tourisme

La Grèce reste optimiste malgré la guerre en Ukraine

Le secteur grec du tourisme a reçu près de 850'000 annulations en provenance de Russie et d'Ukraine pour l'été. Or, Athènes a adopté une stratégie qui doit lui permettre d'accueillir nombre de visiteurs.

La Grèce mise sur une meilleure saison touristique que l'an dernier, malgré la guerre en Ukraine et ses conséquences: l'explosion des prix et la perte de centaines de milliers de touristes russes et ukrainiens qui affluaient ces dernières années, surtout sur ses îles et le nord du pays. «Nous avons déjà eu 600'000 annulations de réservations russes et 240'000 ukrainiennes», rapporte Lysandros Tsilidis, président de l'Union des opérateurs grecs du tourisme, soulignant qu'à ce stade, «les pertes s'élèvent à 700'000 euros (près de 715'000 francs, ndlr)». À l'instar de ses partenaires européens, Athènes a condamné l'invasion russe en Ukraine, le 24 février, avant d'expulser douze diplomates russes travaillant dans le pays. Et ce en dépit de liens historiques entre la Russie et la Grèce, pays chrétiens orthodoxes. La guerre en Ukraine affectera en particulier la fréquentation touristique en Crète, où 10% des touristes traditionnels «étaient russes et ukrainiens»: «Cette clientèle ne sera pas remplacée», déplore Nikos Halkiadakis, président de l'Union des hôtels d'Héraklion, chef-lieu de la plus

grande île grecque.

Deux fois plus de visiteurs qu'en 2021?

Toutefois, après deux ans de pandémie, le gouvernement et les professionnels du tourisme se veulent rassurants. Pour Nikos Halkiadakis, «le retour à la normale doit l'emporter et on espère une meilleure saison» que l'an dernier. «Les experts de l'industrie du tourisme s'attendent à une multiplication par deux du nombre d'arrivées cette année», insiste Sofia Zacharaki, secrétaire d'État au Tourisme. Et «la saison a déjà montré une image très encourageante, qui nous permet d'être optimistes». Le ministre du Tourisme, Vassilis Kikilias, s'est félicité, lundi, «de la réussite de la stratégie gouvernementale visant à ouvrir la saison touristique avant l'été». Le nombre des arrivées pendant les vacances de Pâques a augmenté à Athènes et Thessalonique par rapport à l'an dernier, «des chiffres qui justifient nos efforts». Pour booster son tourisme, qui représente près de 25% du PIB, la Grèce a commencé dès février à lever les restrictions contre le Covid-19: le test de dépistage à la frontière n'est plus obli-

gatoire pour les voyageurs munis d'un certificat de vaccination européen. À partir du 1er mai, le pass sanitaire ne sera plus requis dans les restaurants, bars et magasins. Quant au port du masque, il ne sera plus obligatoire dans les espaces clos dès le 1er juin.

Fortes hausses: +70% pour l'énergie, +28% pour les boissons

Mais l'industrie touristique est «l'un des secteurs les plus directement affectés par les crises» telles que guerres et pandémies, souligne Sofia Zacharaki. «Après avoir vécu le pire ces deux dernières années (pour cause de coronavirus, ndlr), nous n'avons plus peur, même si le rythme de la reprise du tourisme est lent dans toute l'Europe en raison de la guerre en Ukraine», explique Lysandros Tsilidis, qui craint que la flambée des prix «change la donne»... C'est que les prix de l'énergie ont augmenté de «70%», la restauration et les boissons de 28%, soupire Nikos Halkiadakis.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Séminaire sur les opportunités d'affaires	12 avril 2022	En mode virtuel	BOS@AFDB.ORG
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://cyberafricaforum.com/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Vous pourrez certainement améliorer vos revenus aujourd'hui. Vous aurez aussi tous les atouts en main pour faire fructifier vos économies en les plaçant en Bourse. Surtout, n'oubliez pas de prendre rendez-vous avec votre banquier !

Taureau Vous aurez sans doute des choix financiers importants à faire. Ne vous décidez pas à la légère. Pour certains natifs, cet impact de Mercure se traduira par une profonde remise en question de leur attitude vis-à-vis de l'argent. Soit vous vous en désintéressez, soit, au contraire, vous consacrerez toute votre énergie à en gagner davantage.

Gémeaux Les influx seront contradictoires sur le plan pécuniaire. Vous oscillerez entre des envies irrésistibles de dépenser sans limite et des résolutions d'austérité et d'économie. Ce sera également une journée au cours de laquelle vous pourrez avoir à dépenser davantage pour les autres que pour vous-même.

Cancer Les opérations financières et les transactions concernant des biens familiaux seront favorisées. Vous réaliserez aussi de bons placements à long terme, mais à condition de consulter des spécialistes.

Lion Votre situation financière sera directement affectée par Saturne aujourd'hui. Il est possible donc qu'elle subisse des modifications. Qu'il s'agisse d'une légère baisse ou, au contraire, d'une amélioration, ne nourrissez pas d'inquiétudes excessives : vous saurez vous adapter gracieusement.

Vierge Grâce aux influx bénéfiques de Mercure, vous pourrez bénéficier de sympathies et d'appuis utiles venant de personnes de l'autre sexe. Dans certains cas, et si vous savez vous montrer assez diplomate, cela pourra se traduire par des bénéfices matériels non négligeables.

Balance Le moment est opportun de plonger le nez dans vos comptes et de mettre au point de nouvelles stratégies financières. Si vous avez l'intention d'acquiescer une maison, une voiture, vous aurez des idées judicieuses.

Scorpion Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bosseur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

Sagittaire Sur le plan matériel, l'influence de la planète Mercure vous rendra plus raisonnable. Vous serez plus tenté de jouer les fourmis prévoyantes que les cigales insouciantes. Voilà qui vous permettra de consolider votre situation financière.

Capricorne Dans le domaine financier, les beaux aspects qui vous entourent protégeront votre vie matérielle ou tendront à l'améliorer de manière importante. Vous saurez consolider votre patrimoine, investir dans des valeurs sûres. Cette journée, surtout pour les natifs du deuxième décan, sera parsemée de possibilités d'associations nouvelles, de satisfactions légales, de contrats signés, d'engagements qui vous avantagent.

Verseau Depuis quelque temps déjà vous n'aviez plus guère envie de vous battre pour augmenter vos revenus ; vous vous laissiez plutôt porter par les événements. Mais tout ça, c'est fini maintenant ! Sous l'impulsion d'Uranus, vous retrouverez toute votre combativité et votre esprit d'initiative. De grands événements positifs vont bientôt survenir.

Poissons Saturne en cet aspect risque de faire peser certaines contraintes sur votre équilibre budgétaire. Par exemple, il pourra faire resurgir de vieilles dettes oubliées ou vous mettre face à une situation compliquée, voire confuse. Une priorité pour vous en sortir : essayez d'y voir clair et restez prudent.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.comSite web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur GénéralLéonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Kodji GATOR JOE

Directeur CommercialEli DEKOU
(+228 92 10 93 53)**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



AVIS A MANIFESTATION D'INTÉRÊT (Services de conseil - Sélection du consultant)

Sélection d'un cabinet d'études pour les services de communication à l'Unité de Préparation et de Développement des Projets de la CEDEAO.

Référence N° ICS/PPDU-AECID/PROC-AU/CMM/05

L'Unité de Préparation et de Développement des Projets (PPDU) est une agence spécialisée de la Commission de la CEDEAO qui est basée en République Togolaise. En Février 2015, le PPDU a reçu un soutien financier de l'AECID à travers un protocole d'accord signé entre la Commission de la CEDEAO et l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID). A cet effet, le PPDU souhaite utiliser une partie de ces fonds pour réaliser des prestations en communication afin d'améliorer la visibilité de ses activités.

L'objectif global est de développer des outils et une stratégie de communication, de sensibilisation et de conscientisation autour des activités du PPDU en vue de favoriser l'adhésion des décideurs politiques, des investisseurs potentiels et des citoyens de la Communauté.

Les services de conseil ("les services") comprennent, sans s'y limiter nécessairement, les tâches et responsabilités décrites ci-dessous :

- Préparer un plan de travail et une stratégie de communication et de sensibilisation qui permettra au PPDU de communiquer et d'engager efficacement les différentes parties prenantes, y compris les médias, à tous les niveaux.
- Concevoir un documentaire vidéo (maximum 15 minutes) pour la promotion du plan directeur des infrastructures régionales de la CEDEAO
- Définir des modes de communication (y compris les médias en ligne et des outils de réseautage social, entre autres) pour chaque groupe d'intervenants
- Développer des articles de marque qui décrivent et promeuvent efficacement le PPDU tels que le slogan, le logo, les couleurs, le style, etc.
- Préparer les exemplaires de différentes communications liées aux relations publiques et les outils de marketing tels les vidéos, les affiches, les fiches d'information, les brochures, les dépliants ou autres matériels promotionnels
- Concevoir et développer le graphisme, les animations et le contenu pour le site web du PPDU et les médias sociaux.
- Définir les formats de foras, road shows, tables rondes des bailleurs de fonds à organiser

Le PPDU invite maintenant les bureaux éligibles ("Consultants") à indiquer leur intérêt à fournir leurs services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils ont les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de présélection sont les suivants :

Expérience

- Le cabinet doit avoir au moins 15 ans d'expérience dans les services de communication ;
- Le cabinet doit avoir mené au moins deux projets similaires dans la région de la CEDEAO ;
- Le cabinet doit avoir une expérience en relations publiques avec des institutions reconnues ;
- Capacité démontrée de travailler efficacement dans l'environnement des médias ;
- Connaissance avérée dans la préparation de programmes audio-visuels ;
- Une connaissance approfondie des institutions de la CEDEAO sera un avantage.
- Le cabinet de consultants doit présenter une équipe multidisciplinaire expérimentée comprenant au moins les éléments suivants :

- Chef d'équipe avec une vaste expérience en communication et relations publiques
- Graphiste
- Équipe de production audiovisuelle (caméraman, preneur de son, producteur, etc.).

- Les professionnels qui composent cette équipe doivent avoir au moins une maîtrise dans leur discipline spécifique et posséder au moins 10 ans d'expérience professionnelle, à l'exception du chef d'équipe qui doit avoir au moins 15 ans d'expérience professionnelle.

Langue

- Le personnel doit parler couramment au moins deux des langues officielles de travail de la CEDEAO (anglais, français ou portugais) et la connaissance d'une troisième langue de la CEDEAO serait un avantage.

Durée

- La durée du contrat est de quatre (4) mois calendaires maximum.

NB : Pour répondre aux critères énumérés ci-dessus, les bureaux d'études doivent fournir des preuves tangibles et des références détaillées pour toutes les déclarations faites en termes d'expérience et de capacités, de missions similaires, de disponibilité des compétences appropriées au sein de leur personnel, etc. Chaque référence fournie doit être résumée sur une fiche de projet et ne sera considérée et acceptée que si le candidat joint des documents justificatifs indiquant les coordonnées des autorités contractantes afin de faciliter la vérification des informations fournies, des contrats cités OU des copies d'attestation(s) de bonne exécution de chaque contrat présenté, telles qu'émisses et signées par le Client.

Les bureaux d'études intéressés peuvent se présenter sous forme de consortium ou de partenaires afin de garantir et/ou de renforcer leurs capacités consolidées à exécuter la mission.

L'attention des consultants intéressés est particulièrement attirée sur l'article 118 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO (" Infractions commises par les candidats, soumissionnaires et attributaires "), qui fournit des informations sur les pratiques corrompues ou frauduleuses dans le cadre de la concurrence ou de l'exécution d'un contrat. En outre, veuillez-vous référer aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission, conformément à "l'article 119 du Code révisé des marchés publics de la CEDEAO".

Les Consultants seront sélectionnés conformément à la méthode de Sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC) définie dans le Code des Marchés Publics révisé de la CEDEAO et une liste restreinte de cinq à huit (5-8) bureaux d'études, qui présentent les meilleurs profils avec toutes les réclamations dûment justifiées sera établie pour examen ultérieur après l'expression d'intérêt.

Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations aux adresses électroniques ci-dessous pendant les heures de service : **du lundi au vendredi de 9h00 (GMT+1) à 17h00 (GMT+1).**

Courriel : sbangoura@ecowas.int; procurement@ecowas.int avec copie à : mzongo@ecowas.int; kfye@ecowas.int; ppdu@ecowas.int

Les manifestations d'intérêt (1 original et 3 copies) doivent être soumises dans des enveloppes scellées et clairement titrées " Sélection d'un cabinet d'études pour les services de communication à l'Unité de Préparation et de Développement des Projets de la CEDEAO. ", Ne pas ouvrir sauf en présence du comité d'évaluation." à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 Avril 2022 à 11h00 (GMT+1).

La boîte d'appel d'offres de la CEDEAO se trouve dans le bureau Commissaire Administration et Conférences, Commission de la CEDEAO, 5^e Etage, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P. M. B. 401 Abuja Nigeria.

Veuillez noter que les soumissions électroniques ne sont pas acceptées et ne seront pas évaluées.

Cette manifestation d'intérêt est également publiée sur le site de la CEDEAO : <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement> et sur le site du PPDU : www.ppdu.org

Commissaire Administration et Conférences

Vie chère au Togo**Les « Femmes Pyramide » présentent des revendications**

Les femmes togolaises rassemblées au sein de "Femmes Pyramide" ont exprimé face à la presse ce 20 avril 2022, leur mécontentement face à « la faim, la pauvreté, la vie chère, le calvaire, le suicide et le bâillonnement » qui caractérisent selon elles, le quotidien des Togolais.

● **Eyram AKAKPO**

Exaspérées par le train de vie des togolais, les "Femmes Pyramide" ont dressé ce mercredi un bilan mitigé du gouvernement. Selon elles, sous l'influence des femmes, l'exécutif togolais a procédé à l'augmentation de plusieurs taxes et à l'accélération de la pression fiscale. « Alors qu'on espérait que le gouvernement sous l'influence des femmes ministres, prendrait des mesures pour soulager nos peines, il procède à l'augmentation du prix à la pompe de l'essence, des frais de péage et du coût de l'électricité. Il accélère la pression fiscale sur les marchés provoquant ainsi le marasme économique, l'inflation, la flambée des prix des denrées alimentaires », ont déclaré les Femmes Pyramide. « Trop c'est trop ! Les togolais sont frappés de plein fouet par la famine, la maladie, abandonnés à eux-mêmes dans la misère au couperet du suicide et sont tenus en laisse par une répression policière

et judiciaire systématique et sanglante dans un espace judiciaire instrumentalisé et aux ordres », ont-elles déploré. Pour dénoncer la situation, les Femmes pyramide interpellent le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé et exhorte le gouvernement à satisfaire dans les plus brefs délais leur sept revendications. « Nous nous réservons le droit d'appeler les populations à des actions de pression d'envergure si le gouvernement reste enfermé dans son autisme inacceptable face à la souffrance du peuple togolais », a menacé Eméfa Eklou, l'une des responsables de Femmes pyramide.

Les 7 revendications des « Femmes Pyramide »

Face à ces situations, l'organisation appelle tous les Togolais à se vêtir de Noir tous les vendredis jusqu'aux élections régionales partout dans les marchés, les rues, les églises, les maisons et les lieux de travail. Parallèlement, les Femmes Pyramide demandent aux autorités

togolaises la suppression de toutes les augmentations de prix sur l'essence, le péage et l'électricité ; le relâchement de la pression fiscale dans les marchés et sur les produits de première nécessité. Elles exigent en outre la prise de mesures sociales d'urgence au profit des couches vulnérables ; la prise de mesures urgentes pour une prise en charge de tous les malades ; la prise de mesures urgentes contre la faim et pour la baisse des prix des denrées de première nécessité. L'augmentation du salaire minimum garanti à 50.000F au moins et la création de l'emploi au profit des jeunes. Pour l'organisation, « le taux de chômage au Togo serait de 70% ». Aussi, exigent-elles la cessation du harcèlement et la répression des forces de l'ordre au Togo et la libération de Leyla Nambéa, mère de 3 filles, arrêtée le 18 décembre 2019 alors qu'elle allaitait son bébé. Sans oublier des enseignants du SET et des élèves jetés en prison suite à la grève de leurs enseignants.

Nuisances sonores**Trois lieux de culte suspendus**

Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires, a suspendu trois lieux de culte en fin de semaine dernière pour nuisances sonores.

● **Bernard AFAWOUBO**

« La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres » dit-il. Au Togo, malgré le rappel à l'ordre des responsables des lieux de culte par rapport à la nuisance sonore, ce qui conduirait à la restauration de la tranquillité et à la quiétude des populations riveraines, certains responsables des lieux de cultes font la sourde oreille et continuent à rendre la vie difficile aux populations riveraines. Trois lieux de culte dont les nuisances sont confirmées, ont été suspendus par le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires. En effet, la direction des cultes dans le cadre de sa mission de suivi et des lieux de cultes a été saisie courant cette année 2022 de plusieurs plaintes contre certaines organisations religieuses pour nuisances



sonores. La direction des cultes a effectué plusieurs visites inopinées dans ces lieux de cultes pour confirmer et infirmer ces allégations de nuisances sonores. Ainsi, après constatations, il ressort que ces nuisances sonores sont confirmées dans trois lieux de culte notamment de l'église de Dieu en Christ sise à Agoè-Assiyéyé, non loin de l'établissement HIERIS ; de l'église chrétienne des rachetés de Dieu sise à Ségbé-Klémé ; et de l'église chapelle des conquérants de Dieu sise à Agoè-Sogbossito. Selon la note de la direction

des cultes, malgré les conciliations entreprises par elle pour amener les riverains et les responsables des lieux de culte mis en cause à un meilleur vivre ensemble, ces nuisances persistent selon les riverains. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires, dans le souci de restaurer la tranquillité et la quiétude des populations riveraines, a fait procéder à la suspension de ces trois lieux de culte.

Manchester United**Erik ten Hag sera le prochain entraîneur**

Sans véritable surprise, Erik ten Hag succèdera à Ralf Rangnick en fin de saison 2021/2022 sur le banc de Manchester United, qui l'a annoncé ce jeudi. Le technicien néerlandais va découvrir la Premier League après un peu moins de cinq ans à l'Ajax Amsterdam, qui va récupérer 2 M€ dans l'opération.

Le pseudo-suspense est désormais terminé. La tendance de ces dernières semaines en Angleterre a fini par se confirmer, de manière officielle, ce jeudi : Erik ten Hag a été choisi par Manchester United pour endosser le costume d'entraîneur principal de l'équipe première à compter de la saison 2022/2023. Le technicien néerlandais, passé par les Go Ahead Eagles Deventer (2012-2013), la réserve du Bayern Munich

(2013-2015) et Utrecht (2015-2017), prendra ainsi la place de Ralf Rangnick à la fin de l'exercice en cours du côté d'Old Trafford. « Manchester United est ravi d'annoncer la nomination d'Erik ten Hag au poste d'entraîneur de l'équipe première masculine, sous réserve de l'obligation d'obtenir un visa de travail, de la fin de cette saison et jusqu'en juin 2025, avec possibilité de prolongation d'un an », précisent, par le biais d'un communiqué, les

Red Devils. Ces derniers ont réglé les 2 M€ de la clause libératoire de Ten Hag aux Ajacides, avec qui il était lié jusqu'en juin 2023. Le club hollandais a confirmé l'accord.

Arrivée alléchante d'un coach ambitieux

Depuis qu'il dirige l'Ajax Amsterdam, soit décembre 2017, Erik ten Hag a réalisé des choses remarquables aux Pays-Bas.

Avec [footmercato.net](https://www.footmercato.net)**Baromètres Togo****Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

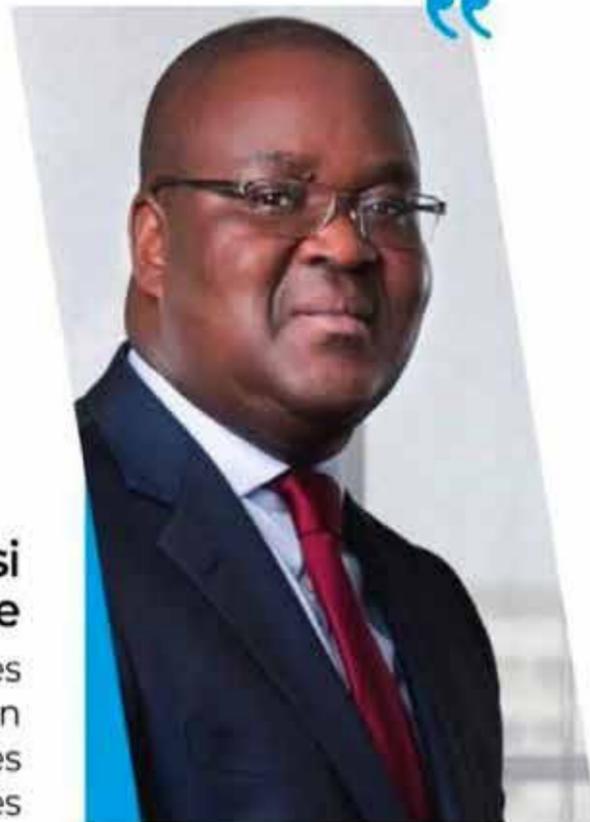
Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



AFRICA CAPITAL MARKETS FORUM

12, 13 Mai 2022
Casablanca
Hyatt Regency



**Edoh Kossi
Amenounve**
Président, African Securities
Exchanges Association
CEO, Bourse Régionale des
Valeurs Mobilières

**L'intégration des
bourses africaines
constitue un enjeu
majeur. Elle permettra
à terme d'améliorer
la profondeur et la
liquidité des marchés
de capitaux sur le
continent.**



FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

**Du 5 au 6 Mai 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo**

foni.afrikcreances.com

